



Service de l'accès et de la protection de l'information

600, rue Fullum, Suite 1.100 UO 3210
Montréal (Québec) H2K 3L6

Notre référence : 2401 598

Le 23 février 2024

OBJET : Votre demande en vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (c. A-2.1) concernant des statistiques en lien avec l'itinérance

Monsieur,

Nous avons effectué l'étude de votre demande, reçue le 29 janvier 2024 et visant à obtenir les renseignements suivants pour la période des dix dernières années et ventilés par région administrative :

1. « Le nombre de cartes d'appel ouvert concernant une personne en situation d'itinérance ;

En réponse au premier point de votre demande, nous ne pouvons pas vous fournir les renseignements demandés, car nos systèmes d'information ne disposent pas de code spécifique permettant de générer une compilation complète des dossiers ouverts auprès de personne en situation d'itinérance.

Afin de produire un tel document, un exercice manuel de compilation serait nécessaire, et ce, au sens de l'article 15 de la *Loi sur l'accès*. Or, la loi n'impose aucune obligation à un organisme de faire un tel exercice pour répondre à une demande d'accès.

Par conséquent, la Sûreté du Québec ne détient pas les renseignements sous la forme demandée (article 1 de la *Loi sur l'accès*).

2. Le nombre de dossiers ouverts concernant une personne en situation d'itinérance. »

Nous vous transmettons ci-joint, en conformité avec la *Loi sur l'accès*, un tableau faisant état du nombre de dossiers concernant une personne en situation d'itinérance par région administrative, et ce, depuis 2014.

Toutefois, il est à noter que nous n'avons pas de code spécifique d'intervention auprès d'itinérant. Ces données sous-évaluent certainement le portrait réel puisque nos systèmes d'information permettent seulement une recherche par mot-clé (exemple : itinérance, sans domicile, sans logis, SDF, sans abri, etc.). Ainsi, en raison de l'absence de ces termes dans un dossier, la donnée ne sera pas comptabilisée.

Afin de vous permettre d'apprécier ce tableau à sa juste valeur, nous désirons émettre une mise en garde à l'effet que ces données ne soient pas exhaustives, puisque nos systèmes d'information sont conçus à des fins opérationnelles et non à des fins d'analyse statistique. Ces données doivent donc être interprétées avec prudence.

Finalement, nous souhaitons porter à votre attention que, selon le calendrier de conservation en vigueur à la Sûreté du Québec, des données liées à certains dossiers concernant une personne en situation d'itinérance ont une durée de conservation qui est terminée. Par conséquent, celles-ci ne peuvent être considérées comme complètes et représentatives puisque plusieurs dossiers ont été détruits.

Si vous avez besoin d'assistance pour comprendre la présente décision, nous vous invitons à contacter le soussigné en écrivant à l'adresse du Service de l'accès et de la protection de l'information : accesdocuments@surete.qc.ca

Vous trouverez, ci-joint, les articles de loi mentionnés ainsi que l'avis relatif au recours en révision prévu à la section III du chapitre IV de la *Loi sur l'accès*.

Veillez agréer, Monsieur, nos salutations distinguées.

ORIGINAL SIGNÉ

Annie Pham
Responsable de l'accès aux documents
et de la protection des renseignements personnels



Nombre de dossiers concernant une personne en situation d'itinérance par région administrative et par année

Région administrative	Année										
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Abitibi-Témiscamingue – Nord-du-Québec	0	1	2	2	5	2	5	27	51	49	1
Bas-Saint-Laurent – Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine	3	2	3	7	9	6	19	47	29	69	1
Capitale-Nationale – Chaudière-Appalaches	6	2	5	3	7	18	18	35	40	69	6
Côte-Nord – Saguenay – Lac-Saint-Jean	2	0	1	3	5	9	15	37	51	61	14
Estrie – Centre-du-Québec	0	1	1	3	7	8	14	23	30	37	1
Mauricie – Lanaudière	1	0	2	5	2	11	25	39	32	69	1
Montérégie	1	0	2	1	3	9	12	34	61	65	2
Outaouais – Laurentides	1	2	0	3	13	13	14	52	50	90	7

Source: Direction de la gouvernance et de l'innovation technologique, Sûreté du Québec
 Mise à jour le: 2024-02-06